

**LES PROJETS GEOPOLITIQUES DE L'ISLAMISME
TRANSNATIONAL**

**Mémoire de géopolitique
Du chef d'Escadron Jean-Claude GIN
Dans le cadre du séminaire « Géopolitique et religions »**

Directeur : Monsieur Aymeric CHAUPRADE

Année 2002

Les projets géopolitiques de l'islamisme transnational

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : LA NEBULEUSE ISLAMISTE

Approche conceptuelle

Naissance et évolution de l'islamisme

Objectifs et stratégies des mouvements islamistes

DEUXIEME PARTIE : L'ECHEC DU PROJET ISLAMISTE

L'évolution de l'islamisme transnational

La dérive terroriste de l'islamisme radical

Bilan et perspectives

CONCLUSION

Introduction

Lié à des contextes de crise et de malaise que les sociétés musulmanes, en pleine mutation, ne parvenaient pas à maîtriser, l'islamisme a connu une expansion impressionnante au cours des dernières décennies du vingtième siècle. Faisant de la religion une utilisation délibérée à des fins de contestation politique, les mouvements islamistes se sont développés là où des régimes autoritaires et impopulaires n'ont pas su répondre aux aspirations sociales de populations majoritairement jeunes, souvent déracinées et touchées par un profond mal-vivre social et culturel.

Si l'islam est avant tout plural et qu'il ne doit pas être réduit aux pratiques et aux langages des seuls islamistes, il convient également de préciser que la notion même d'islamisme recouvre dans la réalité une grande diversité de courants, de stratégies et de sensibilités qui dépendent largement de contextes politiques nationaux et régionaux variés. En fait, une des différences fondamentales qui séparent les grands mouvements islamistes classiques de certains courants néofondamentalistes apparus dans les années quatre vingt dix porte sur la position effective de ces courants vis à vis de la problématique de l'Etat et du politique. Alors que l'islamisme classique s'exprime avant tout à travers une sensibilité et une culture politique nationale, privilégiant souvent une participation effective au jeu institutionnel, le néofondamentalisme, dépassant le cadre restreint et divisé des Etats et s'appuyant avant tout sur une volonté farouche de reconstituer la Oumma supranationale, refuse d'inscrire le cadre de son action dans une stratégie purement nationale et se donne au contraire pour but de transcender les clivages culturels des musulmans et leurs multiples identités ethniques, géographiques ou nationales.

Au sein de cette nébuleuse islamiste, les nombreux clivages sur les objectifs à atteindre et sur les stratégies à développer pour les réaliser ne sont pas uniquement théoriques et ne doivent pas être considérés comme secondaires. Ils ont bien souvent des conséquences directes sur la vie politique et la réalité quotidienne des pays concernés. En effet, pour parvenir à réaliser leur projet d'instauration d'un « Etat islamique », certains mouvements cherchent à intégrer le jeu politique légal et à participer à la gestion du pays, alors que d'autres mouvements radicaux n'hésitent pas à recourir systématiquement à la violence pour mieux déstabiliser les régimes en place

et les sociétés qu'ils gouvernent, s'excluant de fait du jeu institutionnel et contribuant ainsi pleinement au blocage du système. Cependant, après trente ans d'activisme forcené et malgré des potentialités de mobilisation qui restent intactes, c'est l'impasse politique et culturelle qui semble caractériser aujourd'hui l'idéologie islamiste tandis que son projet politique transnational n'a été nulle part réalisé et que la mouvance islamiste est actuellement traversée par une crise morale sans précédent.

Première partie : la nébuleuse islamiste.

Approche conceptuelle.

Deuxième religion du monde contemporain par son importance numérique, pratiquée par plus d'un milliard de fidèles à travers les cinq continents, la religion musulmane ne doit pas être réduite aux discours et aux pratiques des seuls islamistes. D'une grande richesse et d'une remarquable diversité, l'islam est en effet plural, tant sur le plan doctrinal et intellectuel que sur le plan culturel et social. Dès lors, il apparaît indispensable d'éviter toute approche globalisante et réductrice d'une religion qui se distingue d'abord par ses nuances et sa grande complexité.

Il y a encore une vingtaine d'années, alors que le mot islam était réservé à la religion, le terme d'« islamisme » faisait seulement référence à la culture issue et fondée sur cette religion, de la même façon et selon le même usage que pour le judaïsme, le christianisme, le bouddhisme, l'hindouisme. Au début des années 1980, un tournant majeur se produit dans les études sur l'Islam, quand les spécialistes en science politique s'emparent du fait musulman avec les outils de la sociologie et forgent alors le terme d' « islamisme ». Dans son livre paru en 1987, Bruno Etienne vulgarise le concept d' « islam radical » qu'il justifie ainsi : « je le prends au sens premier du terme, la doctrine de l'islam à la racine, et au sens américain, l'islam politiquement radical, presque révolutionnaire »¹. A partir de cette époque l'islamisme est donc considéré comme une idéologie, un projet de société mêlant intimement les dimensions religieuses, sociales et politiques.

Malheureusement, le mot entraîne une confusion, pour le grand public, avec l'adjectif « islamique » qui signifie, lui, « ayant rapport à l'islam ». Ce glissement de sens est souvent ressenti par les musulmans comme une marque de stigmatisation. Pour autant, Olivier Roy, un des meilleurs spécialiste de l'islamisme, fait remarquer que les deux adjectifs « musulmans » et « islamique » ne sont pas toujours synonymes : « j'utilise le terme « musulman » pour désigner ce qui relève du fait (« pays musulman » : pays où la majorité de la population est musulmane) et le terme

¹ Bruno Etienne, « L'Islamisme radical », éditions Hachette, 1987.

« islamique » pour ce qui relève de l'intention (« Etat islamique » : Etat qui fait de l'islam le fondement de sa légitimité) ».

Aussi, si l'islam est une religion multi-séculaire, l'islamisme est d'abord une idéologie contemporaine qui refuse souvent sa propre historicité et qui utilise le religieux à des fins de contestation politique. Les militants islamistes, se démarquant ainsi des simples musulmans, se considèrent comme résolument engagés dans une action politique en vue de réformer ou de changer radicalement la société en renversant l'ordre établi pour fonder des Etats islamiques. Né dans des contextes de crises sociales ou économiques et de malaise identitaire découlant de l'échec des politiques nationalistes au sein des sociétés musulmanes, l'islamisme désigne donc un ensemble de courants politico- religieux de contestation qui affichent une vision de l'islam éminemment idéologique. Il s'agit d'une nébuleuse constituée de divers courants et sensibilités qui dépendent largement de contextes politiques variés et qui restent divisés sur les stratégies politiques à adopter et sur les moyens pour parvenir à leur objectif(voie légale en respectant le jeu des institutions ou recours à la violence armée).

Si l'on veut définir avec plus de précision le concept d'islamisme, il convient en premier lieu de le distinguer d'autres notions comme celle de traditionalisme ou de fondamentalisme musulmans. Critiquant les « traditionalistes » pour leur immobilisme tout en respectant la Tradition de l'islam, les islamistes sont plus préoccupés par des problèmes socio-économiques et idéologico-politiques que par des considérations proprement religieuses et théologiques. Ils n'hésitent pas à délégitimer les ulamas (Docteurs de la foi) exerçant une fonction officielle dans les institutions religieuses en les accusant de compromission avec les pouvoirs en place. Ainsi, se caractérisant par une grande méfiance envers la tradition et envers ceux qui l'incarnent le plus, les ulamas, les islamistes politiques contemporains se sont arrogés le droit de réinterpréter les contenus religieux et les normes théologico-juridiques qui les accompagnent, « usant de justifications d'ordre religieux à des fins politiques et sociales » (O.Roy).

Le fondamentalisme quant à lui désigne avant tout une attitude à la fois religieuse et politique qui fédère tous ceux qui réclament une application stricte de la

Sharia², loi canonique fondée sur le texte révélé et sur la Sunna prophétique. Ayant pour objectif d'imposer une véritable réforme sociale (on le qualifie aussi de « réformisme musulman »), le fondamentalisme ne saurait être confondu avec l'islamisme, même si ce dernier contient dans une large mesure le fondamentalisme et que la plupart des islamistes se réclament explicitement de l'héritage doctrinal du réformisme musulman (Salafiyya ou salafisme). C'est surtout la question de l'Etat et du politique qui laisse apparaître la divergence la plus prononcée entre ces deux courants : Les fondamentalistes, contrairement aux islamistes, ne cherchent pas à imposer un projet politique et montrent davantage d'intérêt pour la question de la morale et de l'éthique.

Aujourd'hui, les spécialistes en sciences politique qui constatent le déclin (Gilles Kepel) ou l'échec (Olivier Roy) de l'islam politique ont recours à de nouveaux concepts comme le « post-islamisme » ou le « néo-fondamentalisme » pour rendre compte de l'évolution de l'islamisme au sein des sociétés musulmanes. Ces analyses sont contestées par plusieurs islamologues, comme François Burgat et Alain Roussillon qui reprochent aux politologues d'avoir plaqué sur le monde musulman des concepts empruntés à la sociologie politique occidentale en « inventant » ou « construisant » la catégorie de l'islamisme avant de prophétiser son déclin. A cela, Olivier Roy réplique que ce sont les acteurs de l'islamisme, comme l'imam Khomeiny, qui ont eux-mêmes eu recours à des catégories politiques d'origine occidentale³.

Le néofondamentalisme désigne une nouvelle génération d'activistes et de militants apparue au début des années quatre vingt dix qui, contrairement aux islamistes qui ont développé une culture que certains ont pu qualifier d'islamo-nationalisme, refusent d'inscrire leur action dans une stratégie purement nationale. Ayant pour volonté de reconstituer la Oumma, communauté musulmane supranationale, ils considèrent que l'islam ne saurait se réduire à un ensemble de cultures distinctes et ont pour objectif de dépasser les clivages ethniques, culturels,

² Les champs d'application de la Sharia : statut familial (polygamie, répudiation de la femme, interdiction du mariage de la musulmane avec un non musulman) et successoral ; droit pénal (avec recours aux peines corporelles) ; droit économique (l'intérêt est prohibé, existence de banque islamique) ; sphère du politique : l'islamisme est aussi une doctrine politique ; seuls sont légitimes le califat orthodoxe, ou une assemblée de savants représentant la communauté musulmane.

linguistiques, les solidarités communautaires et les identités tribales, locales ou nationales. Pour eux, l'islam apparaît d'abord comme un code de comportement, un rite et une éthique réduits à leur plus simple expression. Alors que l'islamisme accorde une prééminence au cadre étatique national et qu'il considère ce dernier comme le vecteur principal de l'islamisation de la société, le néo-fondamentalisme se préoccupe d'abord de l'islamisation des mœurs et du droit, avant toute considération de prise de pouvoir, et encore moins de participation à la vie politique pluraliste et légale. Le peu d'intérêt porté à la construction de l'Etat islamique, même inspiré de la Sharia, sur un territoire national donné, s'explique d'une part sur le plan interne par l'échec des mouvements islamistes classiques à construire un Etat islamique qui régirait la société selon les principes islamiques, d'autre part par le contexte international récent et les mutations consécutives à la mondialisation qui ont largement affecté le monde de l'islam, tant sur le plan géopolitique que sur le plan identitaire.

A la différence de l'islamisme, le néofondamentalisme peut-être défini par trois caractéristiques principales : d'abord sa dimension communautariste, à travers cette volonté de reconstitution de la Oumma ou, à défaut, de petites communautés fonctionnant sur des bases strictement religieuses dont les adeptes tendent vers un idéal de comportement vertueux, mais dont le mode de vie apparaît le plus souvent sectaire. Son refus ensuite de la logique purement nationale qui le pousse à dénier toute légitimité aux différents Etats qui composent le monde musulman, ces derniers étant le fruit de « découpages impérialistes » ou de « la trahison des princes locaux ». Sa volonté enfin de définir l'islamité par un strict respect de codes faits d'obligations et d'interdits⁴(islamisation des mœurs et du droit).

Naissance et évolution du mouvement islamiste.

Puisant ses racines chez des idéologues doctrinaires, d'obédience sunnite comme Hassan al-Banna et Sayyed Qotb en Egypte ou le théologien fondamentaliste pakistanais Mawdoudi ,ou d'obédience chiite comme l'Ayatollah Khomeiny en Iran,

³ Ce débat est exposé dans la revue Esprit, août-septembre 2001.

⁴ « Le néo-fondamentalisme se démarque de l' « islamo-nationalisme » en refusant d'inscrire son action dans une stratégie strictement stato-nationale ; les Etats-nations n'ont, à ses yeux, aucune véritable légitimité, au contraire de la grande communauté des croyants (Umma). Cet imaginaire s'appuie, en outre, sur un code rituel et

le mouvement islamiste ne commence à s'implanter dans la société musulmane qu'au lendemain de la défaite des nations arabes face à Israël dans la guerre du Kippour en octobre 1973. Cependant, c'est la révolution islamique de 1979 en Iran qui va donner un souffle nouveau au radicalisme islamiste : désormais vont s'affronter féroce­ment pour le contrôle et l'orientation du mouvement islamiste à travers le monde l'Iran de Khomeiny, qui représente le pôle radical et révolutionnaire de l'islamisme et l'Arabie Saoudite Wahhabite⁵, gardien des lieux saints de l'islam, qui va mettre au service d'une conception conservatrice de l'islam et de la société ses énormes ressources financières issues du pétrole. Un troisième pôle, composé des mouvements missionnaires et piétistes issus du continent indo-pakistanaï­s (mouvement déobandi⁶) ou d'autres mouvements tels celui des frères musulmans d'Egypte, vont également avoir une influence politique et idéologique décisive grâce à leur implantation et leur présence sur le terrain.

Dès le départ, le mouvement islamiste se caractérise par sa double composante : d'une part, une jeunesse urbaine pauvre et frappée d'exclusion, issue de l'explosion démographique du tiers-monde, de l'exode rural massif et qui a eu accès pour la première fois dans l'histoire à l'alphabétisation ; d'autre part la bourgeoisie et les classes moyennes pieuses, composées pour partie de familles marchandes marginalisées par les nouvelles élites dirigeantes issues de la décolonisation et pour partie de nouvelles couches urbaines ascendantes, souvent tenues à l'écart du jeu politique officiel et de ses réseaux : médecins, ingénieurs, hommes d'affaires, fonctionnaires, journalistes, universitaires ou jeunes intellectuels qui constitueront les cadres dirigeants des mouvements islamistes et formuleront le nouveau langage doctrinal et politique de l'islamisme radical, inspirés par les théoriciens et idéologues des années 1960. « Tous ces groupes sociaux, que leurs ambitions et leurs visions du

juridique « transculturel » minimum. Abderrahim Lamchichi in « Géopolitique de l'islamisme » L'Harmattan 2001.

⁵ Le wahhabisme, mouvement puritain dont l'objectif est de débarrasser l'islam des « innovations hérétiques », ne peut purement être assimilé à l'islamisme. En effet, ce dernier vise à réintégrer le religieux dans toutes les sphères de la vie politique et sociale afin de lutter contre les dysfonctionnements nés de la modernisation matérialiste véhiculée par l'Occident. Le wahhabisme et l'islamisme se rejoignent cependant tant dans une opposition commune aux idéologues athées ou laïques que dans une commune ambition d'imbriquer la religion de l'Etat. Mouvement prosélyte qui, après avoir conquis par les armes une grande partie de la péninsule Arabique, le wahhabisme s'est fixé pour but la conversion des autres obédiences de l'islam, celles –ci étant en effet considérées comme dévoyées et même, pour le Shiisme, comme hérétiques et apostats. (A. Lamchichi, l'islamisme en question(s), l'Harmattan, 1998.

⁶ Déobandi : école d'oulémas du sous-continent indien, née en 1867 en réaction à la domination britannique.

monde séparent, vont trouver, le temps d'une génération, dans le langage politique islamiste la traduction commune de leurs frustrations distinctes et la projection transcendante de leurs espoirs divers. »(Gilles Kepel)⁷.

La décennie 1980 est marquée par l'expansion fulgurante de l'islamisme à travers le monde musulman mais aussi par l'apparition en son sein de nombreuses contradictions et lignes de fractures séparant les courants dits modérés des courants plus radicaux et violents qui conduisent à des ruptures ou à des évolutions dans les choix idéologiques et stratégiques. L'effort essentiel pour les régimes au pouvoir dans les années 1980 consistera affaiblir les diverses composantes du mouvement islamiste par des politiques répressives mais aussi en essayant de les contenir ou de les dissocier. En effet, redoutant les émeutes et l'agitation des islamistes, les gouvernants, tout en multipliant les concessions aux « valeurs islamiques » dans les domaines culturel et moral, chercheront à gagner l'appui de la bourgeoisie traditionnelle et des classes moyennes pieuses pour les détacher de la jeunesse urbaine pauvre et des couches sociales exclues qui s'identifient le plus souvent aux franges radicales de l'islamisme.

A l'échelle internationale, cette décennie fut dominée par la lutte acharnée entre la monarchie saoudienne cherchant à contrôler l'islamisme et le fondamentalisme sunnites et l'Iran de l'Ayatollah Khomeiny, cherchant à exporter sa révolution. D'un côté la guerre menée par l'Irak contre l'Iran avec la bénédiction des monarchies du Golfe et la bienveillance des pays occidentaux ; de l'autre, l'Iran des mollahs qui n'hésita pas à recourir au terrorisme à grande échelle et aux prises d'otages d'occidentaux, en particulier à travers l'action du Hezbollah libanais. Mais c'est surtout en Afghanistan que l'on trouvera le principal théâtre de cet affrontement. Financé par l'Arabie saoudite et la CIA dans le but d'affaiblir de manière rédhibitoire l'influence de l'union soviétique en Asie centrale tout en détournant les militants islamistes radicaux du monde entier de leur lutte traditionnelle contre l'Amérique, le conflit afghan, en fournissant une alternative à la révolution iranienne, va jouer un rôle central dans l'évolution de la mouvance islamiste à travers le monde. Combattent en effet en Afghanistan, à côté des moujahidines originaires de ce pays, des activistes radicaux (les « jihadistes » ou « afghans » qui élaborent une variante de l'idéologie

⁷ Gilles Kepel, « Jihad, expansion et déclin de l'islamisme », éditions Gallimard, 2000.

islamiste axée sur la lutte armée, couplée à un rigorisme religieux extrême) venus de Jordanie, du Yémen, de la Péninsule Arabique, du Maghreb, des Philippines, d'Asie du Sud-Est, qui vont constituer des « brigades internationales » endoctrinées et entraînées aux techniques militaires de guérilla et qui se disperseront ensuite sur d'autres foyers de conflit à travers le monde.

La fin des années 1980 marque l'apogée de la période d'expansion du mouvement islamiste dans l'ensemble du monde musulman. Ainsi au Soudan, c'est l'idéologie islamiste incarnée par Hassan al-Tourabi qui se trouve associée directement au pouvoir par l'intermédiaire d'un coup d'Etat militaire ; au Proche-orient, l'Intifada permet au mouvement Hamas de contester la suprématie de l'OLP dans la défense de la cause palestinienne ; en Algérie, le Front Islamique du Salut (FIS) remporte de manière triomphale les premières élections libres depuis l'indépendance du pays en 1962 ; au Liban, le mouvement Hezbollah se radicalise et laisse apparaître de fortes capacités de mobilisation ; en 1989, l'armée rouge se retire d'Afghanistan, consacrant ainsi la victoire du « jihad » face à l'envahisseur mécréant. Dans le reste du monde, la désintégration de l'empire soviétique entraîne la montée des nationalismes mais permet aussi un « réveil de l'islam » dans les nouveaux Etats d'Asie centrale et du Caucase qui réclament leur indépendance ; L'Ayatollah Khomeiny, par le biais de sa célèbre « fatwa » à l'encontre de l'intellectuel et citoyen britannique Salman Rushdie, étend de façon symbolique l'espace de l'islam dans le monde occidental et en particulier en Europe de l'ouest.

La décennie 1990 n'a pas tenu pour les islamistes les promesses qu'elle semblait contenir dans les années 1980 puisqu'elle est marquée par la désagrégation de la mouvance islamiste, amalgame de groupes sociaux différents soudés dans une idéologie commune, et par la radicalisation et la dissémination de la violence qui l'accompagne. En effet, l'alliance ponctuelle entre la jeunesse urbaine pauvre et les classes moyennes pieuses résiste difficilement dans le temps à la stratégie des pouvoirs en place qui s'évertuent à dresser les deux composantes du mouvement l'une contre l'autre malgré leur volonté commune d'instaurer un Etat islamique reposant sur la Sharia.

L'invasion du Koweït par l'Irak, en août 1990, agit comme un révélateur de ce processus en mettant fin au fragile consensus islamiste laborieusement bâti par la monarchie saoudienne et qu'elle avait réussi à préserver au lendemain de la révolution iranienne. L'Arabie Saoudite, contrainte de faire appel à une coalition internationale menée par les Etats-Unis pour garantir la sécurité dans la région à la suite du coup de force de Saddam Hussein, voit sa légitimité religieuse de gardien des lieux saints remise en cause par la frange radicale du mouvement islamiste qui se retourne alors contre le royaume et les réseaux internationaux qu'il contrôle. La désagrégation du conglomérat islamiste est marquée en particulier par la dérive des « jihadistes » d'Afghanistan qui, après le retrait de l'Union soviétique, cherchent à transposer l'expérience afghane à l'ensemble du monde. Profitant de l'exacerbation des conflits dans certains pays, ils tentèrent de les transformer en un jihad dont ils pourraient assurer la direction et le contrôle. Que ce soit en Bosnie où les accords de Dayton marquèrent leur échec en décembre 1995, ou en Algérie où ils participèrent activement aux maquis en propageant une idéologie ultra-extrémiste, ou encore en Egypte où ils exportèrent une violence spectaculaire, ces groupes radicaux, totalement déconnectés de la réalité, n'apportèrent en fait aucune alternative crédible et se coupèrent au contraire des masses musulmanes à travers une surenchère violente qui accentuait leur sectarisme et leur marginalisation.

Objectifs et stratégies des mouvements islamistes.

Les divers courants qui constituent la nébuleuse islamiste n'ont pas toujours la même approche en ce qui concerne les objectifs à atteindre et les stratégies à suivre ou les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à leur réalisation : islamiser la société par le bas en privilégiant les questions de la morale, des mœurs et de la jurisprudence ; islamiser la société par le haut en instaurant un Etat islamique après une relecture radicale du Coran permettant de jeter les bases d'un nouvel ordre social et économique ; privilégier la voie légale ou pacifique en participant activement au jeu des institutions démocratiques ou leur refuser toute légitimité et mener des actions tendant à s'emparer du pouvoir par la force ; insuffler une dynamique panislamiste visant à restaurer le Califat à travers la reconstitution de la communauté chère à l'imaginaire des musulmans (Oumma) ou au contraire privilégier le cadre purement national.

Ces clivages au sein de la mouvance islamiste ne sont pas seulement théoriques mais ont également des implications et des répercussions directes sur la vie politique des pays concernés. En effet, alors que certains mouvements cherchent à devenir de véritables parties prenantes, aux côtés des autres formations, au sein du jeu politique légal, d'autres mouvements, plus radicaux, n'hésitent pas à recourir à l'arme de la violence pour mieux déstabiliser les régimes en place ou les sociétés qui les abritent. En fait, une analyse de l'ensemble des groupes et organisations permet de scinder la mouvance islamiste en deux grandes catégories selon que l'action militante proprement dite s'inscrit dans le cadre d'un parti politique légal et reconnu ou qu'au contraire, il est fait un recours systématique à la violence pour tenter de conquérir le pouvoir.

La première tendance de l'islamisme est en fait constituée des mouvements dont l'action militante s'inscrit dans le respect du cadre institutionnel en place et qui cherchent souvent à s'affirmer comme parti politique légal. Lorsque les mouvements islamistes ne sont pas reconnus officiellement mais seulement tolérés, ils agissent plutôt, en mobilisant leurs adhérents ou le cercle de leurs sympathisants, comme des groupes de pression pour pousser les gouvernements à plus de concessions en matière religieuse, notamment en ce qui concerne l'application de la Sharia. C'est le cas du mouvement des Frères musulmans en Egypte qui s'est impliqué très tôt sur le terrain social à travers la création d'associations caritatives et la constitution de réseaux de solidarité au profit des classes sociales les plus démunies, permettant ainsi au mouvement de gagner des soutiens et des adhésions lui assurant une assise solide pour mieux investir et occuper le terrain politique. Lorsque, dans de rares pays, les mouvements islamistes modérés se trouvent légalisés, c'est le cas notamment en Jordanie où les frères musulmans entretiennent de bonnes relations avec la monarchie Hachémite et ont déjà participé à plusieurs élections en remportant des sièges au parlement ou en Turquie avec le Refah, parti parlementaire dont le leader, N. Erdogan, a participé à plusieurs coalitions gouvernementales, ils tentent de s'implanter et de s'intégrer de manière réaliste et progressive dans le cercle politique et institutionnel en prenant activement part aux compétitions électorales, avec pour but avéré de participer à la gestion du pays aux côtés des autres formations politiques. Il convient cependant de rester prudent, si l'on se réfère aux exemples iraniens, soudanais et afghans, quant aux véritables intentions de ces mouvements une fois qu'ils ont investi la scène

politique et pris les rennes du pouvoir. La participation active aux institutions du pays peut en effet n'être qu'une simple tactique ponctuelle et ne pas déboucher au final sur un respect effectif des principes de base du pluralisme, de l'alternance, de l'autonomie du politique vis à vis du religieux, des libertés fondamentales ou de la neutralité de l'Etat.

La seconde tendance de l'islamisme est celle des mouvements radicaux qui sont apparus au début des années 1980 et qui s'inscrivent souvent dans une logique de guerre totale contre la société et les institutions qui la gouvernent. En effet, en déclarant infidèles les gouvernants et la majorité de la population, c'est finalement à une guerre civile permanente qu'appellent ces mouvements. Contrairement aux frères musulmans, cette nouvelle génération d'activistes est beaucoup plus radicale et n'entend pas participer à la vie de la cité en se constituant en parti politique légal. Au contraire, elle développe une culture de violence et de rupture autour de deux concepts centraux et récurrents ; ceux de Takfir et de Jihad, qui apparaissent comme de bons critères pour différencier l'islamisme politique modéré et légaliste de l'islamisme radical et violent. Signifiant d'abord « effort personnel en vue de son propre perfectionnement », le mot Jihad a été détourné de sa signification première par les mouvements islamistes radicaux pour le placer au cœur de leur action politique et révolutionnaire en vue d'instaurer un pouvoir islamique. La notion de Takfir (Anathème et Excommunication de toute la société jugée « décadente et impie ») signifie qu'un gouvernement est déclaré « mécréant » ou « infidèle », même s'il se réclame de l'islam, si les principes qui fondent son action au quotidien ne sont pas considérés comme véritablement islamiques aux yeux des islamistes radicaux.. Ces derniers, partant en effet du postulat selon lequel les Etats musulmans actuels, ainsi qu'une grande partie des sociétés musulmanes, ont trahi les valeurs de la religion et ne sont pas vraiment islamiques, considèrent qu'il faut les excommunier et prônent pour cela la guerre totale contre les institutions, qui devient une obligation pour chaque militant. La violence exercée à l'encontre des non musulmans et contre l'immense majorité des musulmans, à qui le statut de vrai croyant est refusé, apparaît comme parfaitement justifiée et devient dès lors l'expression primordiale de l'action politique et bien souvent son seul programme. Cette vision excluante et sectaire du monde musulman débouche inmanquablement sur une logique de guerre civile dans la mesure où il ne s'agit plus seulement de faire pression sur les gouvernants pour les

inciter à appliquer la Sharia, mais bien d'instaurer, par la contrainte voire la terreur si nécessaire, un système politique et idéologique totalitaire.

Au delà des différences qui caractérisent tel ou tel mouvement dans tel ou tel pays de l'ensemble du monde musulman, il n'en demeure pas moins que les islamistes trouvent un dénominateur commun dans leur culture fondamentalement anti-démocratique. Partageant en effet la conviction inébranlable que l'islam n'est pas seulement une religion du fort intérieur, ayant pour objectif d'imposer à l'ensemble de la société et à l'Etat leur vision théocratique et totalitaire dans le but final de soumettre l'ensemble de la cité à la loi divine, ils sont particulièrement opposés à la laïcité et à la philosophie des droits de l'homme, considérées comme d'inspiration occidentale. Les islamistes aspirent en fait, et c'est une constante que l'on retrouve dans l'ensemble de la mouvance, à résoudre la totalité des problèmes politiques et sociaux à travers une lecture politique et idéologique du Coran qu'ils veulent imposer à l'ensemble des individus et à tous les aspects de la vie terrestre, quitte à recourir, lorsque cela est nécessaire, à des actions de coercition, de violence, voire de terreur.

Deuxième partie : l'échec du projet islamiste.

Si l'on considère que l'islamisme transnational n'est pas né de la volonté des peuples musulmans mais bien plutôt de la convergence d'intérêts politiques entre certaines organisations transnationales et la mise en œuvre de la realpolitik de certains Etats, il est possible d'affirmer qu'il n'y a pas en fait de pouvoirs transnationaux sans la présence effective en arrière plan des Etats eux-mêmes. Loin d'annoncer la disparition progressive des Etats, l'influence croissante des pouvoirs transnationaux sur la scène internationale témoigne s'il était nécessaire de l'interaction profonde entre le monde des Etats et le monde transnational.

L'évolution de l'islamisme transnational.

Le départ de l'armée soviétique d'Afghanistan en février 1989, la guerre du golfe au cours des années 1990 et 1991 et la chute de l'Union soviétique en 1991 ont marqué un tournant décisif dans l'évolution des mouvements islamistes. Des milliers de militants, partis dès 1984 pour combattre en Afghanistan, se retournent alors contre les Etats-Unis, accusés de faire la guerre au monde musulman. Ces combattants volontaires, que l'on appellera plus tard les « afghans », vont rapidement constituer de véritables réseaux internationaux qui vont continuer à recruter pour tous les djihad en cours sur l'ensemble du globe : en Bosnie, aux Philippines, en Tchétchénie, au Cachemire, au Daghestan, au Tadjikistan.... Les camps d'entraînement, installés dans les zones tribales afghanes et destinés au départ à former des moudjahidins capables de contrer sur le terrain les armées soviétiques, vont dès lors constituer l'épicentre de cette nouvelle mouvance du radicalisme d'obédience sunnite : à la fois refuges pour les militants traqués et point de départ pour les combattants entraînés. On retrouve ainsi ces « afghans » à travers le monde dans les mouvances les plus radicales, dans des organisations extrémistes à l'influence plus ou moins grande, à la composition souvent fluctuante et totalement indépendantes les unes des autres.

Ces nouveaux militants extrémistes d'un genre nouveau, pourfendant dans un même élan les « mauvais musulmans » aussi bien que les non musulmans, ont pour projet de poursuivre leur djihad partout dans le monde musulman et même au cœur des capitales occidentales. Constitués en réseaux informels très mobiles et très

cloisonnés, sans véritable organigramme et hors de tout critère de nationalité, ces combattants de la foi se déplacent, sans souci de frontières, à la recherche de causes à défendre ou de combats à mener. Les « Afghans », à travers une nébuleuse très complexe d'organisations et de groupuscules dont certains peuvent se prévaloir d'une expérience de la lutte armée sur le terrain, ont donc largement contribué à la formation d'un véritable terrorisme islamiste transnational au sein duquel apparaît le jeu fluctuant des alliances, suivant les aléas et les évolutions ponctuelles des rapports de force, de l'ampleur de la répression dans tel ou tel pays ou tout simplement des déplacements des foyers de tension à travers le monde.

En fait, ce qui caractérise cette nouvelle mouvance, et qui la distingue dans le même temps d'autres grands mouvements islamistes comme le Khomeynisme, c'est le décalage qui existe entre son radicalisme politique et son conservatisme idéologique (la seule référence à la Sharia suffit à ce néofondamentalisme sunnite, rigoriste et conservateur). Capables de mener des actions spectaculaires (comme aux Etats-Unis en 1993 ou en 2001), se définissant comme des internationalistes musulmans et ne liant leur militantisme à aucune cause nationale particulière, ces réseaux fondamentalistes sunnites semblent se situer hors des véritables enjeux stratégiques du monde musulman et apparaissent totalement déconnectés non seulement des Etats existants, mais aussi des grands mouvements islamistes (Frères musulmans, FIS, Refah turc, Hamas palestinien, etc...) qui situent leurs luttes dans un cadre national et tentent de se faire reconnaître comme acteurs politiques à part entière. Olivier Roy n'hésite pas à parler à leur sujet d'islamo-nationalisme, par opposition à la Oummah imaginaire à laquelle se réfèrent les néofondamentalistes. « Ces derniers sont un peu « l'action directe » d'un fondamentalisme sunnite en panne de véritable projet politique, mais qui recrute dans les périphéries sociales et géographiques d'un Proche-Orient où les tensions sont exacerbées par l'absence de perspectives politiques. »

Si, dès les années soixante-dix, l'islamisme politique a donné naissance à des courants extrémistes dont l'objectif avéré était de réislamiser des sociétés musulmanes en rupture avec les vrais enseignements de la Sharia, il faut, d'une manière générale, attendre le début des années quatre-vingt-dix pour assister à une nette radicalisation des mouvements islamistes, notamment à travers la mouvance néofondamentaliste. L'action de ces groupes radicaux, qui estiment que le recours à la violence, à travers le

djihad utilisé comme moyen pour islamiser la société et les esprits, est juste et salubre, débouche rapidement sur une surenchère ultra violente et terroriste qui tient lieu de projet politique. Le rapport à la violence se trouve ainsi profondément modifié par rapport aux générations précédentes de l'islamisme politique dont l'action visait d'abord les emblèmes de l'Etat contesté ou de la puissance occupante. Désormais les actions violentes de ces groupes de fanatiques frappent autant les symboles des Etats que la société civile, parfois sans autre objectif que de semer la terreur parmi les populations pour mieux déstabiliser les structures gouvernantes. Violence politico-religieuse, délinquance et terrorisme international se trouvant de plus en plus souvent mêlés, il devient par contre coup de plus en plus difficile de définir avec précision les contours et les frontières de ce néofondamentalisme radical.

La dérive terroriste de l'islamisme radical.

L'étude du terrorisme islamiste au niveau international apparaît particulièrement complexe dans la mesure où se trouvent concernée une multitude d'organisations et de groupuscules sans connexion directe, aux stratégies souvent peu claires et extrêmement mouvantes. La dérive terroriste au sein du mouvement islamiste radical emprunte cependant aujourd'hui deux cheminements bien distincts, selon qu'elle est instrumentalisée directement par les Etats eux-mêmes ou qu'elle est le fait de petits groupes ou réseaux indépendants les uns des autres et échappant à tout contrôle des Etats.

Si la violence islamiste et en particulier le recours à l'arme du terrorisme reste souvent liée à des contextes locaux ne permettant pas une expression pacifique de cette mouvance, elle est aussi indubitablement liée en grande partie aux conflits entre Etats et aux visées géostratégiques qui les opposent. En effet, de nombreux Etats n'hésitent pas à utiliser les réseaux terroristes islamistes comme instrument de politique étrangère. Cette instrumentalisation de mouvements radicaux n'est bien évidemment pas le fait des seuls Etats qualifiés d'extrémistes dans le cadre mouvant des relations internationales mais concerne tout autant d'autres Etats considérés pourtant comme plus fréquentables. Ainsi trouve t'on à côté de pays plus particulièrement impliqués comme la Libye, l'Iran, l'Irak, la Syrie ou encore le Soudan, d'autres Etats traditionnellement plus respectables des règles qui régissent le

droit international comme la Jordanie, qui a ouvert ses frontières et permis la création de camps d'entraînement au profit des Frères musulmans syriens en 1980, le Pakistan, qui a soutenu de longue date des mouvements islamistes radicaux et plus récemment les Talibans pour défendre ses propres intérêts géostratégiques, la Turquie, qui à travers l'action de ses services secrets, a facilité la création d'un Hezbollah kurde pour mieux contrer le PKK, l'Arabie Saoudite, qui grâce à sa manne pétrolière, soutient et finance de nombreux mouvements islamistes radicaux à travers le monde. Les Etats-Unis eux-mêmes apparaissent ici comme un acteur à part entière, notamment à travers l'intérêt et le soutien qu'ils ont porté à la mouvance islamiste lorsque celle-ci est devenue l'axe principal de la résistance afghane face à l'invasion de l'armée rouge.

A côté de cette utilisation par les Etats de militants et de réseaux islamistes activistes pour atteindre un certain nombre d'objectifs politiques, il existe un terrorisme plus diffus, moins contrôlable et plus internationalisé qui se manifeste à travers les actions souvent spectaculaires d'une nébuleuse de petits groupes indépendants les uns des autres. Agissant en électrons libres à l'échelle de la planète et échappant le plus souvent à tout contrôle étatique ou partisan, ils se caractérisent par la dimension internationale de leur combat. En effet, moins orientés vers les dimensions étatique et stratégique du combat politique que les islamistes « classiques », ces groupuscules néofondamentalistes montrent plus d'intérêts pour la lutte contre l'Occident « mécréant et satanique » à travers la question récurrente des bonnes mœurs islamiques. Ayant recours à une stratégie de violence extrême et destructrice, souvent démente et aveugle, dans le but d'effrayer les populations ou d'éliminer leurs adversaires ou de simples musulmans ne partageant pas leur conception de l'islam, ils montrent peu de préoccupations pour le niveau national. Dépassant le cadre purement étatique, affichant une volonté farouche de reconstituer la communauté musulmane supranationale (Oumma), ils n'accordent aucune légitimité à la plupart des Etats musulmans actuels et considèrent qu'au delà des appartenances socioculturelles et nationales, sources graves de dissensions entre musulmans, tout musulman digne de ce nom doit avant tout respecter scrupuleusement un code juridique et comportemental minimum au travers de la loi islamique (Sharia).

Au sein de ces réseaux islamistes transnationaux, l'usage littéralement dément et effréné de la violence, tenant souvent lieu par ailleurs de programme politique,

semble l'emporter sur l'idéologie proprement dite et sur les préoccupations partisans ou organisationnelles. Fondés sur la mobilité et sur la circulation des militants, ces nouveaux réseaux internationaux ne constituent pas à proprement parler une organisation supranationale mais plutôt une nébuleuse complexe et particulièrement mobile qui se joue des frontières des Etats et utilise des individus souvent marginalisés ou déracinés pour mener ses actions aux quatre coins du monde (afghans, philippins, kurdes, palestiniens, jordaniens ou tout simplement jeunes « beurs » des banlieues d'Europe occidentale qui, coupés de leur milieu culturel d'attache, s'inventent une identité islamiste nouvelle). Ce nouveau terrorisme transnationaliste islamiste n'est donc pas véritablement structuré en organisations hiérarchisées et centralisées et fonctionne plutôt grâce à la mobilité de militants en quête de Djihad à mener. La formation des réseaux transnationaux auxquels ils appartiennent découle essentiellement du développement rapide de phénomènes comme le déracinement, le nomadisme, les grandes migrations ou la diffusion, à l'échelle de la planète, de flux de toute nature dans le cadre de la mondialisation des échanges. Les « Afghans » constituent en fait, comme nous avons pu le voir précédemment, l'archétype de cette internationale islamiste, cosmopolite et particulièrement active, qui s'appuie moins, pour mener son action, sur les organisations politiques islamistes traditionnelles trop marquées par le contexte national que sur des organisations plus souples et moins structurées comme les Organisations Non Gouvernementales islamistes à vocation internationale.

Bilan et perspectives.

En tentant de repousser la religion hors du champ politique officiel, le nationalisme arabe laïcisant des deux premiers tiers du vingtième siècle, à travers un panarabisme triomphant donnant la primauté à la « nation » arabe et à son culte spécifique, a largement contribué à un retour en force en cette fin de siècle de « l'islam politique ». Ayant pour vocation première d'apporter une réponse curative aux différents maux des sociétés arabes contre lesquels les élites gouvernantes nationalistes n'avaient pas su lutter efficacement (misère endémique liée au sous-développement, désagrégation du corps social privant la grande majorité des populations de leur environnement traditionnel et séculaire, forte dépendance politique et économique à l'égard de l'Occident vécue comme une humiliation), « l'islam

politique » apparaît alors davantage comme une arme politique que comme une recrudescence de religiosité⁸. L'islamisme radical, divergent par ses côtés contestataires voire révolutionnaires d'un islam politique plus conservateur, a en fait pour projet de substituer au panarabisme socialisant antérieur un nouvel absolu basé sur la construction d'Etats islamiques (projet conforté par le succès sans précédent de la révolution iranienne) et sur la ré-islamisation de sociétés musulmanes gangrenées progressivement par le modèle occidental. Les solidarités à base islamique et l'internationalisme islamique, dans lesquels l'Arabie Saoudite a toujours joué un rôle de premier plan, furent ainsi remis en exergue et orientés dans le sens de la contestation des régimes en place et déclarés illégitimes en raison de leur coopération plus ou moins étroite avec des pays considérés comme « mécréants ».

En ce début de vingt et unième siècle, une observation globale du phénomène, menée au niveau mondial, montre que l'islamisme radical a provoqué soit des mouvements de masses, soit des sursauts insurrectionnels de groupuscules activistes agissant au nom du jihad. Il a surtout débouché sur un terrorisme dirigé contre les Etats (mais touchant de plein fouet les populations locales) et contre l'Occident qui a largement concouru à sa médiatisation puis, à travers des excès toujours plus nombreux, à son discrédit croissant auprès de la bourgeoisie pieuse et des couches sociales pauvres qui constituaient sa clientèle effective ou potentielle. Les expériences fâcheuses des pays où la mouvance islamiste a réussi à s'emparer du pouvoir ont montré à l'immense majorité des musulmans modérés, s'il était nécessaire, que l'islamisme radical débouche sur des systèmes de gouvernement pire que les régimes autocratiques et corrompus qu'il se propose d'éliminer au départ. Au Soudan, en Iran ou en Afghanistan, l'islamisme radical, en ruinant économiquement le pays et en instaurant au nom de la religion un ordre islamique particulièrement répressif, a transformé progressivement ces pays en autant de contre-modèles pour les musulmans du monde entier.

⁸ Laura Guazzone définit l'islamisme comme « le choix conscient de la doctrine musulmane comme guide pour l'action politique ». Selon cet auteur, un double mécanisme est à l'œuvre, de modernisation politique et de renaissance religieuse, signe de réaction à la modernité comme on en observe dans d'autres religions comme le christianisme ou le judaïsme. Un défi est ainsi lancé aux élites au pouvoir. Laura Guazzone in « Le dilemme islamiste : rôle politique des mouvements islamistes dans le monde arabe contemporain », cité par Wendy K. Levitt in *Le Monde diplomatique* Décembre 1996.

Si ce que certains observateurs qualifient d' « épisode islamiste » perdure encore dans certaines régions du monde où il trouve, même après les événements du 11 septembre, des appuis auprès de grandes puissances internationales intéressées par tout agent de déstabilisation, comme en Asie du sud-est et dans la « ceinture verte » des républiques islamiques de l'ex URSS par exemple, dans la plupart des pays arabes en revanche la répression l'a soit anéanti soit ramené à une vision moins utopiste et moins absolutiste de son projet, ses militants abandonnant (temporairement ?) le jihad pour la recherche de l'intégration dans un système de partis lorsqu'il existe de manière effective. En fait, devant cette faillite de l'utopie islamiste qui vient, après quelques décennies, faire écho à celle de l'utopie de l'unité arabe, les fractions les plus modérées de la mouvance islamiste semblent opérer une rapide reconversion idéologique pour se rapprocher des oppositions laïcisantes ou nationalistes et tenter de trouver avec elles des bases d'accord dans des projets de participation démocratique au processus décisionnel des régimes en place. L'évolution récente de l'Iran de M. Khatamy illustre bien le fait que l'islamisme radical, devenu le synonyme de la pire régression sociale et politique, semble désormais avoir vécu même si, dans le même temps en d'autres régions du monde comme l'Asie du sud-est, il reste le mode d'expression de minorités musulmanes contestataires.

Malgré ses indubitables succès et ses coups d'éclat à répétition des années quatre-vingt, on peut donc considérer que l'islamisme radical est entré, dans la dernière décennie du vingtième siècle, dans une phase que l'on peut caractériser de crise ou même de déclin. D'une part, comme nous l'avons vu, on assiste manifestement dans de nombreux pays à une recomposition du paysage politique dans lequel les courants modérés semblent l'emporter et abandonnent progressivement une rhétorique purement islamiste en multipliant les professions de foi démocratiques ou en faveur de la sécularisation⁹ pour mieux se démarquer de la mouvance radicale. D'autre part, dans certains pays, les groupes islamistes, confrontés à la faiblesse du contenu de leur discours et incapables de tenir les promesses qui les ont rendus populaires, se trouvent de plus en plus en décalage par rapport aux aspirations sociales

⁹ Paradoxalement, la montée de l'islamisme aura sans aucun doute beaucoup concouru à la progression de l'idée de sécularisation du pouvoir dans les mentalités arabo-islamiques, même si elle s'est traduite, dans un premier temps, par une ré-islamisation des institutions et de certaines lois. L'idée s'est répandue progressivement que ni la religion ni la société civile n'avaient à gagner d'une détention du pouvoir par des islamistes, qu'ils soient chiites ou sunnites.

réelles de la frange de la population qui les a porté au sommet de leur popularité. Ce décalage explique en partie la dérive ultra violente de certains groupes radicaux qui, totalement marginalisés, se sont réfugiés dans un sectarisme sans issue. Les actes odieux commis par les groupes islamiques armés en Algérie à l'encontre des populations, les mesures liberticides et particulièrement rétrogrades prises par les Talibans en Afghanistan jusqu'à leur chute en novembre 2001 en sont des exemples particulièrement criants.

D'une manière globale ,on peut dire aujourd'hui que l'islamisme politique est désormais arrivé à un tournant de son histoire. En effet, qu'il s'agisse des mouvements associés au pouvoir (Iran, Afghanistan, Soudan) ou qu'il s'agisse de groupes d'opposition au pouvoir en place (comme en Algérie ou en Egypte), la situation globale de l'islamisme politique à travers le monde témoigne on ne peut mieux de l'échec de son projet politique. D'abord utopie mobilisatrice et porteuse d'avenir, le modèle islamiste est désormais touché par une crise morale sans précédent et fortement critiqué au sein même du monde musulman. Quelques exemples sont édifiants.

Dans les quelques pays où ils ont réussi à s'emparer du pouvoir, les islamistes, incapables de dépasser les clivages internes qui les minaient, ont incontestablement échoué à mettre en place un projet de société viable. C'est en Iran et au Soudan que les changements ont été les plus spectaculaires et les plus significatifs. Au Soudan, un retournement de situation inattendue s'est produit dix ans après le coup d'Etat militaire de 1989. Alors que les islamistes occupaient depuis lors une position monopolistique au sein de l'appareil d'Etat, la mise à l'écart brutale de leur chef de file Hassan al Tourabi par le général Bashir, président soudanais, est venu sanctionner leur inaptitude endémique à résoudre la crise sociale et économique et leur incapacité à mettre fin à l'interminable guerre civile entre le nord du pays à majorité musulmane et le sud animiste et chrétien. L'évolution du modèle iranien est également riche d'enseignement et témoigne de façon spectaculaire du rejet par la grande majorité de la société de l'ordre social et moral islamiste et du conservatisme clérical de la république islamique. L'élection du président Mohammed Khatami en 1997, la victoire sans appel du clan réformateur aux élections municipales en 1999 et aux élections législatives en 2000 ont progressivement marqué la fin d'une époque, celle

de l'Etat théocratique né en 1979 de la révolution iranienne. On assiste aujourd'hui à un changement radical de tendance qui semble désormais fortement engagé dans ce pays et qui s'exprime au dépend des conservateurs qui voudraient maintenir à n'importe quel prix l'héritage de l'Ayatollah Khomeiny.

L'échec du projet islamiste est également palpable dans les pays où les mouvements islamistes ont réussi à s'imposer comme les principaux vecteurs de la contestation sans jamais parvenir à s'emparer directement du pouvoir. Bien qu'ils aient constitué, souvent pendant de nombreuses années, les forces principales d'opposition politique, leur échec ne s'explique pas seulement par les politiques répressives menées contre eux par les pouvoirs en place mais bien plutôt par leur incapacité chronique à proposer, au delà de leurs discours creux et intolérant, une alternative fiable ou à mettre en œuvre un programme de gouvernement crédible qui dépasse le seul anathème. Désormais, certains courants considérés comme modérés n'hésitent plus, souvent pour palier leurs faiblesses électorales, à multiplier les revirements ou les alliances au sein du paysage politique légal. Affichant un souci constant de se démarquer franchement des tendances radicales, abandonnant implicitement ou explicitement tout projet de constituer à terme un Etat islamique, ils affirment haut et fort leur volonté de participer au jeu politique institutionnel au même titre que les partis politique reconnus. Ainsi en Turquie où le Refah Partisi, tenant un discours emprunt de pragmatisme en faveur d'une gestion réaliste et nationaliste du pouvoir, paraît bien intégré à un système pluraliste qu'il n'a nullement cherché à bouleverser. En Algérie, où les groupes islamistes armés ont été militairement vaincus et où la coalition gouvernementale, formées par le président Bouteflika après le référendum sur la « concorde civile », rassemble partis laïques et islamistes modérés. En Egypte, où le mouvement des Frères musulmans, semblant placer au premier rang de ses préoccupations son intégration dans la vie politique légale, n'hésite pas à s'allier avec des courants et des intellectuels laïcs, même s'il continue par ailleurs, selon une stratégie identique aux groupes radicaux, à alimenter des campagnes en faveur de la Sharia ou contre les Coptes égyptiens.

Nouvelle utopie transnationale, l'islamisme apparaît donc désormais comme une idéologie dangereuse, teintée de ressentiment et de frustration vis à vis de l'Occident, qui s'est largement détachée du monde de l'islam. Le projet islamiste

transnational, qui s'est dégradé ces dernières années dans un fondamentalisme simplificateur, est voué à l'échec, non dans la prise du pouvoir, toujours possible, mais dans la possibilité de transformer la société. Cet échec est lié au fait que cet islam politique est coupé des richesses pluralistes de l'islam classique, incapable de comprendre le monde moderne et d'accepter les réalités de sociétés musulmanes de plus en plus ouvertes sur le monde extérieur¹⁰. En effet, les musulmans appartiennent désormais à des sociétés qui ont connu de profondes mutations, qui sont souvent entrées de plein pied dans la modernité ; ils appartiennent à « un univers où la mondialisation s'accélère, où le décloisonnement des frontières sociales, culturelles et intellectuelles, par le développement prodigieux des modes de consommation et des télécommunications, contribue à casser les citadelles identitaires que l'idéologie islamiste ou fondamentaliste a essayé aussi de fabriquer ». Pour Gilles Kepel, la majorité des musulmans aspire aujourd'hui à la modernité et à la démocratie¹¹.

¹⁰ Antoine Basbous observe cependant que les peuples musulmans éprouvent toujours un malaise et un sentiment d'humiliation vis à vis de l'Occident dont ils n'arrivent pas à se défaire. Après la faillite de l'islamisme violent des années 1990 et devant l'incurie des régimes en place, Antoine Basbous pronostique l'émergence d'une relève islamiste encore inconnue mais qui « prendra, à n'en pas douter, le relais de la vague qui vient de s'abattre ». A.Basbous, L'Islamisme, une révolution avortée ? Hachette, Paris, 2000.

Conclusion

Au terme de cette étude, il apparaît que l'islamisme n'est pas une théologie mais bien plutôt une idéologie politico-sociale qui puise ses sources dans les valeurs traditionnelles de l'islam. L'islamisme ne peut en effet être simplement réduit, au risque de faire fausse route, à un archaïsme traditionnel. Il s'agit bien plutôt d'une idéologie contemporaine qui cherche à tirer de la religion un modèle politique capable de concurrencer les grandes idéologies à l'échelle du monde et qui s'inscrit dans une double continuité : celle d'abord, et d'une manière permanente, de la revendication fondamentaliste, qui accorde une place centrale à la Sharia ; mais aussi celle beaucoup plus récente de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme qui s'est transformé aujourd'hui, à travers un subtil mélange de jalousie et de ressentiment, en un anti-occidentalisme parfois virulent. Faisant suite aux nationalismes qui se sont peu à peu vidés de leurs idéaux à l'usure de pouvoir, l'islamisme propose un projet politique qui doit permettre au monde musulman d'acquérir son émancipation culturelle et de se détacher du modèle occidental ou mondialiste.

Divergent en cela du fondamentalisme religieux, l'islamisme se caractérise donc avant tout par un projet politique impliquant une prise effective du pouvoir et non pas seulement un retour individuel aux pratiques rigoristes de l'islam. Posant en principe central qu'une société musulmane ne peut être vraiment islamique que si elle se construit à partir d'un Etat islamique, les mouvements islamistes, néofondamentalistes en particulier, prônent la réunification politique du monde musulman, l'abolition des frontières et des Etats qui le divisent au profit de la grande communauté des croyants (Oumma), le rétablissement du califat (perçu comme un Etat universel) et de la loi coranique. Cependant, cette vision transnationale trouve désormais ses limites dans le rôle primordial joué par les Etats dans les relations internationales. Le projet islamiste a donc dû intégrer le fait étatique qui s'imposait à lui et l'on assiste aujourd'hui, au delà du discours idéologique, à une diversification des acteurs islamistes (véritable nébuleuse) d'un pays à l'autre comme à l'intérieur d'un même pays. Les expériences nationales de l'islamisme étant de plus en plus

¹¹ Pour Gilles Kepel, trois facteurs importants se conjuguent pour expliquer l'échec du projet islamiste : l'épuisement de l'utopie à l'épreuve du temps et du pouvoir, les conflits incessants entre ses diverses composantes et l'impossibilité chronique de résoudre l'épineuse question de la démocratie et du pluralisme.

contrastées, on peut dire que les Etats résistent plutôt bien aux appels à l'unité et au regroupement de la communauté des croyants.

En tant que projet politique, on peut dire aujourd'hui que l'islamisme, qu'il s'agisse de mouvements associés au pouvoir ou qu'il s'agisse de groupes oppositionnels, a échoué partout dans le monde et qu'il traverse, à l'aube du vingt et unième siècle, une crise morale sans précédent que corrobore largement la surenchère violente actuelle. L'idée révolutionnaire islamiste de départ s'est désormais transformée en un néo-fondamentalisme puritain, prédicant, populiste, violemment anti-occidental et l'on assiste au final à un retour vers un islam plus piétiste que politique. Toute l'action est mise sur la moralisation de la vie quotidienne et la mise en œuvre de la Sharia, le discours sur l'Etat faisant place à un discours sur la société.

Cependant, il ne faut pas exagérer l'influence de l'islamisme sur le plan politique. Nous avons vu que peu d'Etats sont vraiment islamistes et que la Sharia n'est vraiment mise en œuvre que dans les Etats les plus conservateurs, comme l'Arabie Saoudite et le Soudan. Face à la contestation islamiste, les régimes en place ont fait preuve d'une grande stabilité et la réislamisation progressive de la société n'a en rien changé les règles du jeu politique et économique. Non seulement il n'y a pas eu naissance d'un nouveau panislamisme mais la géostratégie du monde musulman s'articule toujours autour des Etats existants et non des mouvements populaires ou des internationales islamistes.

Toutefois, les tensions sociales, économiques et politiques qui ont favorisé la montée en puissance de la vague islamiste n'ont pas pour autant disparues : misère, déracinement, crise des valeurs et des identités, exclusion et injustice sociale, frustration politique, rapports de puissance et d'hégémonie sur le plan géostratégique, situations d'occupation étrangère, chômage endémique sont toujours des maux d'une présente actualité. Le vif ressentiment à l'égard des Etats-Unis et d'Israël, leur protégé, ne fait que s'amplifier et semble avoir trouvé un second souffle depuis le 11 septembre et la crise profonde que traverse de nouveau le Moyen-Orient. Aujourd'hui, si le projet géopolitique islamiste de dépassement des cadres étatiques et nationaux pour imaginer une communauté musulmane bien plus large et à l'échelle de la planète apparaît désormais comme un mythe, la contestation islamiste demeure quant à elle

une réalité qui n'est pas prête de disparaître. L'islamisme reste en effet plus que jamais un recours au sein de sociétés musulmanes en crise, même si la majorité des musulmans aspire aujourd'hui à la modernité et à la démocratie. Pour que ce processus démocratique ait de vraies chances d'aboutir, il faut que les élites au pouvoir dans ces pays fassent désormais preuve d'une réelle volonté d'ouverture.

BIBLIOGRAPHIE

Basbous Antoine, *L'islamisme, une révolution avortée ?* Hachette 2000

Chagnollaud Jean Paul, *Relations internationales contemporaines : un monde en perte de repères* L'Harmattan 2000

Etienne Bruno, *L'islamisme radical* Hachette 1987

Kepel Gilles, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme* Gallimard 2000

Lamchichi Abderrahim, *Géopolitique de l'islamisme* L'Harmattan 2001

Lamchichi Abderrahim, *L'islamisme politique* L'Harmattan 2001

Roy Olivier, *Généalogie de l'islamisme* Hachette 1995

Roy Olivier, *L'échec de l'islam politique* Seuil 1992